

PACTE POUR L'AVENIR DE L'HUMANITÉ

La déclaration politique de Daejeon



PERSONNES

PLANÈTE

GOUVERNEMENT

PACTE POUR L'AVENIR DE L'HUMANITÉ

Mandaté et inspiré par les dirigeants des gouvernements locaux et régionaux du monde entier, notre Pacte a bénéficié des contributions des partenaires de la société civile actifs dans notre processus de Town Hall et a été accompagné par un comité consultatif international qui, avec l'équipe chargé des politiques au Secrétariat mondial, a tenu la plume, à savoir Billy Cobbett, Luca Bergamo, Carlos Moreno et Maria Fernanda Espinosa.



CGLU

Cités et Gouvernements
Locaux Unis

PACTE POUR L'AVENIR DE L'HUMANITÉ

Nous, les gouvernements locaux et régionaux et leurs associations du monde entier, représentant des communautés grandes et petites, métropolitaines, rurales et urbaines, réunis au 7ème Congrès Mondial de CGLU à Daejeon, République de Corée, du 10 au 14 octobre 2022, sous le thème des Gouvernements Locaux et Régionaux avancent dans un même élan avons adopté le Pacte pour l'avenir de l'humanité dans les termes suivants.

UN MOUVEMENT CENTENAIRE

L'Exposition universelle de Gand s'est inaugurée en 1913 et, avec elle, le tout premier Congrès international des villes. Réunis sous la devise "l'art de construire les villes et d'organiser la vie communautaire", le message envoyé, il y a déjà plus d'un siècle, était fort et clair : la planification de nos villes était un domaine de créativité et de co-création qui avait dans la gestion adéquate des biens communs un phare de notre vie ensemble.

L'événement dans sa totalité, tout comme l'Union internationale des villes qu'il a suscitée, était le produit du mouvement pacifiste. De manière assez significative, l'un des organisateurs de l'événement, Henri La Fontaine, a reçu le prix Nobel de la paix cette année-là. À Gand, conscient de l'agitation politique croissante au niveau national et des prémonitions de guerre, notre mouvement municipal naissant s'est réuni pour rechercher une transformation globale qui, par le biais d'un nouveau type de gouvernement, tiendrait compte de la dimension mondiale des défis auxquels il allait être confronté. Cette initiative transformatrice a été connue sous le nom de diplomatie des villes.

Dans le cadre de la consolidation du processus de construction de la paix qui a suivi les deux guerres mondiales, les solutions proposées par le mouvement international de promotion de la paix se sont axées sur les mêmes relations entre États qui avaient mis nos sociétés au bord de l'autodestruction. Et pourtant, le rôle des gouvernements locaux et régionaux était aussi déterminant que sous-estimé. La coopération technique et les jumelages sont devenus des articulateurs importants de notre espace sur la scène internationale, et un instrument de culture humaniste qui rassemblait les populations en renforçant les ponts entre elles, sans distinction d'appartenance politique.



C'était un monde dangereux. La paix, condition préalable à la vie en communauté, n'était plus garantie et, par conséquent, l'art de construire des villes et d'organiser la vie en communauté, reconnu en 1913, a fait un pas en avant pour intensifier les liens de ville à ville dépassant les conflits des gouvernements nationaux.

L'esprit du mouvement municipaliste n'a cessé de se renforcer, tout comme l'appel à une plus grande reconnaissance des villes, des territoires et de leurs réseaux en tant qu'acteurs politiques dans le système multilatéral. Notre mouvement a consolidé sa position sur la scène mondiale grâce aux Conférences des Nations Unies sur les établissements humains à Vancouver (1976) et à Istanbul (1996), où s'est tenue la première Assemblée mondiale des villes et des autorités locales. Le mouvement municipaliste a célébré son centenaire en 2013 pour voir, à peine trois ans plus tard, l'aboutissement historique du Nouvel agenda urbain. Le document final de Quito a consacré le Droit à la ville et a rassemblé notre collectif organisé au sein du système international en reconnaissant l'Assemblée mondiale des gouvernements locaux et régionaux comme son mécanisme de suivi et d'examen.

En cette ère urbaine, nous assumons nos origines pour opérer une transformation systémique. Nous sauvegardons la démocratie locale et construisons la paix par la coopération mutuelle tout en restant fidèles aux valeurs et aux principes de décentralisation, subsidiarité, égalité des sexes, autonomie et responsabilité.

Mais en 2020, le monde s'est à nouveau arrêté, et la façon dont nous sommes tous liés les uns aux autres a radicalement changé, peut-être pour toujours. La crise du COVID-19 a agi comme une loupe qui a mis en évidence qui et ce que nous laissons de côté.

Tandis que la pandémie nous a mis face à un scénario sans précédent, elle nous a également donné un renouveau dans notre détermination à opérer les transformations nécessaires - de nos croyances, de nos actions, de nos partenariats - pour percer dans un même élan. Nous avons compris que l'échec n'était pas une option. Pour surmonter les niveaux actuels d'inégalité, faire face à une crise environnementale qui atteint un point de non-retour, et défier le fossé culturel qui se creuse.

Cependant, deux ans après le début de la pandémie, le monde ne semble plus être à la hauteur de cet esprit d'espoir. L'innovation et le changement ne sont plus les moteurs de notre vision. La solidarité ne guide plus notre action. La polarisation de notre monde atteint de nouveaux sommets et nous rapproche du moment de l'histoire qui, il y a plus d'un siècle, a conduit à notre fondation. Les enjeux sont aussi importants que jamais.

Mais aujourd'hui, nous ne sommes pas dans le même endroit sombre. En tant que mouvement municipaliste, nous sommes mieux organisés. Nous avons une plus grande capacité d'action. Et il existe un système multilatéral déterminé à renforcer la gouvernance mondiale pour le bien des générations actuelles et futures. Le Sommet de l'avenir de l'ONU marquera la clé de voûte de ce moment fondateur, et le Pacte pour l'avenir sera la contribution des membres de CGLU et de notre collectif organisé, articulé autour du Global Taskforce des gouvernements locaux et régionaux.

Pour un monde qui fait le lien entre les actions locales et les tendances mondiales, en apportant une perspective territoriale aux agendas mondiaux. Pour un monde féministe qui se préoccupe et garantit l'égalité des droits pour nous tous. Pour un monde dirigé par des communautés bien informées, critiques et autonomes. Pour un monde basé sur la solidarité.

Cités et Gouvernements Locaux Unis, un mouvement axé sur l'égalité, s'engage à faciliter l'espace pour les leaders locaux et régionaux afin de faire de ce monde une réalité.

Nous devons le faire pour notre avenir commun. Pour les populations, pour la planète et pour le gouvernement.

LA NÉCESSITÉ DU PACTE

Au cours des deux dernières années, une pandémie mondiale a renforcé simultanément l'interdépendance et la vaste séparation qui existent au sein des sociétés et entre elles. Nous vivons un changement d'époque, et pas seulement une période de changements. De nouvelles vulnérabilités sont apparues pour approfondir ces clivages. Pour dévastatrice qu'elle soit, la COVID est éclipsée par les trois crises existentielles mais liées qui menacent notre survie même : la croissance effrénée des inégalités et les crises écologiques, notamment l'urgence climatique et la perte de biodiversité.

Audacieux et ambitieux, les objectifs de développement durable adoptés par les gouvernements nationaux en 2015 sont déjà loin d'être sur la bonne voie : à l'échelle mondiale, les gouvernements nationaux prennent de plus en plus de retard sur les objectifs convenus, avec des conséquences potentiellement catastrophiques. Les rapports du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) et de la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES), continuent de signaler à la fois la nature et les conséquences probables de nos échecs collectifs en matière de réduction des émissions et de réalisation de l'objectif Net Zéro d'ici 2050, afin de stabiliser notre climat, de régénérer la nature et d'éviter la souffrance, la perte et la migration de millions de personnes, en particulier dans les pays les plus vulnérables du Sud de la planète tels que les petits États insulaires en développement.

Les premières réactions à la pandémie de Covid ont laissé entrevoir un élan de bienveillance et d'empathie dans les sociétés du monde entier. Cependant, il est clair qu'après la pandémie de Covid, le monde n'est pas passé à la nouvelle normalité promise - au contraire, non seulement il y a eu un retour au statu quo, mais même une détérioration marquée de notre planète et des conditions de vie des populations du monde entier.

Renforcés par des reculs dramatiques en matière de paix et de démocratie et par un racisme, un sexisme, un âgisme et un capacitisme bien ancrés, les droits de l'homme universels ont été affaiblis, supprimés ou niés dans de trop nombreuses régions du monde. Des personnes ont été victimes de discriminations fondées sur la race, le sexe, la religion, l'origine ethnique, la

culture, l'orientation sexuelle, l'âge, la classe sociale et les handicaps, avec une augmentation des discours haineux et de la désinformation souvent amplifiés par le pouvoir non réglementé et l'anonymat des médias sociaux. Les inégalités persistantes fondées sur le genre et la discrimination quotidienne et systémique à l'encontre des femmes et des filles, des personnes âgées et des personnes handicapées, dans le monde entier, continuent de dévaloriser notre humanité et d'ancrer la sous-performance collective. Une nouvelle détresse du 21^e siècle touche la jeunesse du monde : l'angoisse face à l'avenir de notre planète et l'éco-anxiété.

Confrontés à une fenêtre d'opportunité qui se referme, nous pensons qu'il est maintenant temps pour le système multilatéral local de démontrer qu'il a atteint sa maturité et qu'il est prêt à rejoindre ses partenaires nationaux et internationaux pour mener une action véritablement transformatrice. Tel est l'engagement clair et historique qui sous-tend le Pacte pour l'avenir.

Le Pacte cherche à faire partie d'une initiative mondiale engagée avec espoir, qui démontre qu'une autre voie est possible et que, collectivement, les ressources, les capacités intellectuelles, les compétences et le souhait sont disponibles dans l'abondance nécessaire. Ce qui a fait défaut, c'est le courage de défier les orthodoxies, la volonté politique et un leadership audacieux.

Dans ce contexte, nous, les collectivités locales et régionales du monde entier, sommes fermement résolus à contribuer à une transformation durable et profonde de nos sociétés.

Notre collectif cherche à mettre en œuvre des actions réelles, tangibles et constantes dans le temps, les citoyens, les ménages et les communautés jouant un rôle actif et prépondérant. Si les villes, quelle que soit leur taille, ont déjà obtenu des résultats significatifs, renforçant ainsi la notion de systèmes de villes : la relation importante entre les villes et leurs régions environnantes, toutes deux dépendant mutuellement du bien-être de l'autre, il est maintenant urgent d'inspirer un changement véritablement transformationnel à grande échelle dans toutes les régions du monde. Ce faisant, nous cherchons également à renforcer le besoin urgent de remplacer la division et le conflit par un nouvel impératif en faveur de la paix.

À l'échelle mondiale, tous les gouvernements locaux, régionaux et nationaux doivent redoubler leurs efforts pour tenir leurs engagements à l'égard des Objectifs de développement durable, de l'Agenda 2030, de l'Accord de Paris et du Nouvel agenda urbain, conformément aux traités relatifs aux droits de l'homme. Les progrès et la réussite profiteront non seulement aux citoyens d'aujourd'hui, mais aussi aux jeunes générations et aux générations à venir.

A travers ce **Pacte pour l'avenir**, les membres de CGLU et l'ensemble des gouvernements locaux et régionaux réaffirment leur engagement en faveur du pouvoir de l'action collective, de l'autonomisation, de la responsabilité partagée, de la co-création, de la coopération et de la solidarité internationales : les pierres angulaires de sociétés harmonieuses et durables. Se tenant consciemment sur les épaules des personnes qui ont construit le mouvement depuis plus d'un siècle, nous célébrons le **Pouvoir du "nous"**, pour inspirer notre vision et tenir nos engagements.

Le **Pouvoir du Nous** résume à la fois le désir et la méthode du mouvement municipal pour contribuer à un avenir meilleur, plus sûr, plus accessible, plus pacifique et plus égalitaire grâce à notre voix et notre action collectives.

Réaffirmant notre humanité commune, nous rejetons donc l'avidité, les préjugés et la division et nous choisissons de placer le **CARE** au cœur de notre Pacte pour l'avenir. Prendre soin des personnes et prendre soin de l'intégrité de notre planète.

NOUS, LEADERS DES GOUVERNEMENTS LOCAUX ET RÉGIONAUX

Nous reconnaissons que la recherche d'une croissance économique sans fin exige des systèmes de production et de consommation qui sont à la fois destructeurs et non durables. Malgré certains avantages et progrès matériels à court terme, il est désormais évident que ces systèmes non seulement épuisent nos écosystèmes vitaux, mais entraînent également l'exclusion sociale et des niveaux d'inégalité sans précédent, à tel point que la paix, la démocratie, la sécurité et notre bien-être universel sont tous menacés. En effet, loin de pourvoir aux besoins des générations futures, nos modes de développement actuels concentrent le pouvoir économique, social et politique entre les mains d'une minorité de personnes et d'organisations de moins en moins nombreuses et peu responsables.

Nous envisageons un avenir fondé sur la bienveillance, le partage et la solidarité, où la recherche d'une croissance incessante du PIB et d'une production et d'une consommation non durables est remplacée par une quête universelle d'une qualité de vie toujours meilleure pour tout le monde, où les droits de l'homme de chacun sont promus, protégés et réalisés. Cet objectif ne peut être atteint qu'en régénérant la planète et en respectant le monde vivant qui nous nourrit. Une citoyenneté bien informée, critique et habilitée sera le partenaire essentiel pour naviguer dans les changements significatifs de la vie quotidienne qui sont si urgents et essentiels, en remettant en question de nombreuses hypothèses pour réimaginer notre avenir commun et réaligner les relations locales et mondiales. En résumé, nous avons besoin d'une révision complète de nos systèmes de valeurs.

Nous nous engageons à rechercher une véritable équité et des opportunités pour tout le monde et à encourager un nouveau récit qui reflète ces valeurs. Cela signifie forger de nouveaux paradigmes de développement qui protègent les biens communs locaux et mondiaux, en mesurant les progrès à travers la vie des pauvres, des exclus et des populations vulnérables, et non des riches et des privilégiés. Cela signifie également qu'il faut changer nos systèmes - de dégénérateurs à régénératifs, et de diviseurs à distributifs - par la conception.

Nous prenons acte que dans un monde devenu majoritairement urbain, il existe tout un réseau de villes de densités et de tailles différentes qui sont des éléments essentiels de la mondialisation : elles concentrent les ressources et sont des attracteurs de populations, de flux, de travail, de créativité, d'innovations sociales et culturelles. Auparavant concentrés dans quelques mégapoles, les

effets de la mondialisation redessinent aujourd'hui toutes sortes de villes. La vie urbaine et territoriale est au cœur des enjeux des politiques sociales, environnementales et culturelles.

Nous assumons nos responsabilités pour contribuer à ces défis. En tant que gouvernements locaux et régionaux, nous reconnaissons et acceptons que nous avons une responsabilité unique de par notre rôle de régulation et de soutien de la vie quotidienne des citoyens, tant publique que privée, et de par la proximité qui offre un contact direct et quotidien avec la vie et les préoccupations des citoyens. Dans la co-création et la mise en œuvre d'actions audacieuses et transformatrices, il est essentiel que les besoins immédiats et continus des communautés locales soient équilibrés avec la réalisation des objectifs mondiaux. Nous acceptons nos responsabilités mondiales, en reconnaissant l'impact de nos actions sur les écosystèmes et les communautés du monde entier.

Nous considérons qu'il existe des possibilités énormes et passionnantes de développer de nouvelles formes de gouvernance et de prise de décision, et qu'il est indispensable de remplacer le travail hiérarchique et cloisonné dépassé par une approche holistique qui exploite des systèmes entiers. Nous mobiliserons les nouvelles technologies pour partager l'information et offrir un espace pour des solutions innovantes, en les utilisant pour améliorer systématiquement la qualité de vie de tous et protéger les droits numériques, sans laisser aucun lieu ni aucune personne de côté. Pour leur part, les secteurs privés et la société civile auront un rôle clé à jouer dans la promotion d'une économie régénératrice et distributive.

Nous reconnaissons qu'aucun acteur ni aucune sphère de gouvernement ne peut y parvenir seul. Partout où cela est nécessaire, nous nous engageons à explorer des relations et des alliances entièrement nouvelles avec d'autres sphères de gouvernement, fondées sur le respect des principes de subsidiarité, de partage des responsabilités et de mise en œuvre collaborative, ainsi qu'avec des organisations internationales, en nous appuyant sur nos forces et nos compétences mutuelles.

Nous réaffirmons l'importance de l'éducation universelle, en particulier pour les filles, et des médias libres, de la liberté d'expression, de l'agence et de la pensée critique pour garantir des citoyens bien informés et autonomes. En tant que gouvernements locaux et régionaux, nous accueillons la société civile, le secteur privé et les autres parties prenantes comme des partenaires essentiels pour assurer le progrès et la stabilité de nos villes et régions.

Nous nous engageons à étendre et à garantir l'accès universel aux services locaux et régionaux et l'égalité des chances pour tout le monde. Nous reconnaissons que cela nécessitera des politiques de transformation à tous les niveaux afin d'offrir un nouveau changement de paradigme sur les soins où les actions et les connaissances collectives sont mises à la disposition de tous les citoyens de manière égale et universelle et qui respectent les droits de l'homme et la santé de notre unique planète.

PACTE POUR L'AVENIR DES PERSONNES

PERSONNES

PERSONNES

PERSONNES

PERSONNES

PERSONNES

Notre Pacte est universel et vise à offrir l'égalité des chances, l'équité et la justice pour tout le monde et en chaque endroit. Nous chercherons à remplacer la quête de l'avancement individuel sur le dos des concitoyens par l'éthique du service public à travers la bienveillance et le partage réciproques. La pandémie a démontré l'importance de redimensionner la vie contemporaine, et a prouvé à quel point les approches de la mobilité humaine centrées sur les frontières se sont avérées à maintes reprises à la fois inefficaces et injustes. Des citoyens libres seront le principal moteur des changements sociaux, politiques et économiques qui sont essentiels à la réalisation de ce Pacte - nous continuerons donc à souligner l'importance d'une citoyenneté bien informée et responsabilisée. Le fondement de cette citoyenneté est de prendre soin que tous les citoyens aient les moyens de réaliser leur potentiel, grâce à un accès universel à l'éducation, à la culture et à des politiques fondées sur un nouveau féminisme animé par des hommes et des femmes. Le mouvement municipal féministe mondial sera essentiel pour veiller à ce que les femmes et les filles ne soient pas laissées pour compte et pour encourager une nouvelle façon de faire de la politique. Des environnements sains et accessibles et des institutions qui servent tout le monde de manière impartiale rétabliront la confiance et stimuleront l'espoir, la solidarité et l'optimisme, libérant nos imaginations collectives et insufflant un nouveau sens de ce qui est possible chez nous et dans le monde. Le développement et l'émancipation de toutes les personnes, l'enrichissement du capital social de chacun, sont nos étoiles polaires pour mener l'ère de transition dans laquelle nous nous trouvons vers un avenir juste et durable.

Dans ce contexte, le Pacte pour l'avenir des populations souscrit aux engagements suivants :

1. Garantir l'égalité des droits et des chances pour tous et respecter et célébrer la diversité.
2. Favoriser l'accès universel et équitable aux services publics, y compris le logement, la santé, l'éducation et la participation à la vie culturelle et politique.
3. Promouvoir la participation informée et soutenue de la population à la vie publique et à la prise de décision en favorisant la liberté d'expression et de conscience et l'expression artistique.
4. Se concentrer sur le développement humain en mettant l'accent sur la culture, la paix, la créativité et la qualité de vie.
5. Garantir un travail décent et une rémunération équitable pour tout le monde, sur la base du respect des principes de subsidiarité, de partage des responsabilités et de mise en œuvre collaborative, et de l'esprit d'entreprise.
6. Promouvoir le rôle des associations bénévoles et faciliter la prise en charge par le biais d'activités bénévoles.
7. Veiller à ce que les femmes et les jeunes filles soient pleinement habilitées à réaliser leur plein potentiel en tant que citoyennes et encourager une manière féministe de faire de la politique.
8. Contribuer à faire en sorte que les citoyens vivent dans un environnement sûr, pacifique et sans violence, y compris dans le cadre familial.

9. Favoriser des informations et des données ouvertes, accessibles et vérifiables pour promouvoir l'inclusion, l'éducation et la communication.
10. Respecter la santé planétaire et du bien-être des générations futures.

NOUS, LEADERS DES GOUVERNEMENTS LOCAUX ET RÉGIONAUX

Nous reconnaissons l'impact des inégalités croissantes au sein des villes et des régions et entre elles, qui résultent trop souvent de la marchandisation de la plupart des aspects de la vie. Les besoins des communautés marginalisées, notamment les femmes, les personnes handicapées, les personnes âgées et les pauvres des villes, n'ont pas été suffisamment pris en compte, ce qui a entraîné une forte accélération de l'exclusion sociale et une fragmentation particulière. Plus précisément, nous avons assisté au retour des expulsions forcées, des déplacements et des dépossessions, toujours axés sur les pauvres et les vulnérables, à l'élargissement du fossé entre les sexes et à l'augmentation de la violence sexiste.

Nous comprenons que pour s'attaquer aux racines des inégalités, nous devons réduire de manière significative les écarts de revenus, tout en renforçant la participation politique, en s'attaquant aux obstacles à l'accessibilité et à la discrimination dont sont victimes les groupes marginalisés.

Nous reconnaissons que les agendas universels de développement et les instruments relatifs aux droits de l'homme fournissent déjà le cadre permettant de garantir l'accès aux services, les droits de participation des personnes à la vie publique, les soins en tant qu'élément moteur d'environnements inclusifs, et la co-création avec nos communautés. Et que les voies du développement devraient placer les droits de l'homme au centre, car nous réaffirmons notre engagement envers la citoyenneté, le suffrage, la dignité, le travail et la rémunération décentes, ainsi que l'identité et la liberté sociales.

Nous nous engageons à nous attaquer aux racines de l'inégalité en plaçant l'égalité des sexes, l'accès aux services et aux espaces publics au cœur de notre stratégie. Nous nous engageons également à promouvoir activement l'accessibilité en tant que droit de l'homme et condition préalable à l'inclusion, ainsi que le droit universel au logement, en accordant une attention particulière aux besoins des quartiers informels en remplaçant les expulsions forcées par des politiques favorisant l'inclusion et la participation.

Notre vision de l'avenir dont nous avons besoin doit faciliter l'accès universel aux services de base et la redéfinition des services essentiels en intégrant le droit à la ville en tant que citoyenneté universelle avec des lots renouvelés de droits culturels tels que le droit de découvrir, de créer, de partager, de profiter et de protéger les racines, les expressions et les ressources culturelles de la communauté locale en tant qu'élément constitutif de la paix et du bien-être dans toutes les villes et régions. Mettre les personnes au centre en toutes circonstances et mettre la science, les technologies et l'intelligence artificielle, ainsi que l'esprit d'entreprise au service de l'humanité. Une attention particulière est nécessaire pour les localités transfrontalières qui ont un impact sur le mode de vie de nombreuses personnes dans de nombreuses villes et communautés du monde entier.

PACTE POUR L'AVENIR DE L'HUMANITÉ



CGLU

Cités et Gouvernements
Locaux Unis

PACTE POUR L'AVENIR DE LA PLANÈTE

PLANÈTE

PLANÈTE

PLANÈTE

PLANÈTE

PLANÈTE

Le fait que, alors même que le monde dépasse ses limites planétaires, des milliards de personnes n'ont toujours pas accès aux services les plus élémentaires donne à réfléchir. Ces exclusions sont le résultat d'un choix politique conscient, et non d'un manque de ressources. Nos systèmes actuels de consommation et de production sont à la fois non durables et destructeurs, et sont à l'origine d'une injustice et d'une inégalité toujours plus grandes. Le Pacte pour la planète insiste sur la nécessité de transformer notre relation collective avec la nature, et sur le fait que les gouvernements locaux et régionaux doivent être le fer de lance de l'élaboration d'une nouvelle vision de notre avenir commun, où l'on s'attaque au changement climatique, tant du point de vue de l'atténuation que de l'adaptation, où l'on réanalyse les valeurs qui façonnent notre compréhension en tant qu'êtres, où l'on pense globalement et où l'on agit localement, et où l'on développe des voies qui sont positives pour la nature et qui s'attaquent sérieusement aux inégalités transactionnelles. Où nous favorisons la proximité et les lieux de bouillonnement créatif comme des espaces de toutes sortes qui nous permettent de régénérer les moyens de subsistance, et les initiatives locales.

Dans ce contexte, le Pacte pour l'avenir de la planète souscrit aux engagements suivants :

1. Réorganiser la planification urbaine pour soutenir des pratiques plus durables et plus justes pour tous et toutes.
2. Refléter les coûts réels et complets de production des biens et services, et ne pas externaliser leurs coûts et/ou effets.
3. Encourager les politiques de développement économique local qui favorisent de nouveaux indicateurs basés sur la qualité de vie et le bien-être plutôt que sur la croissance et les performances économiques et qui relient les systèmes des villes à leur arrière-pays environnant.
4. Donner aux communautés locales les moyens de jouer un rôle central dans la protection de la biodiversité, de l'eau, de l'environnement et de la planète et de recréer des emplois locaux, d'optimiser les ressources, d'accroître la qualité de vie et de protéger l'environnement.
5. Faire de la transition vers des systèmes d'énergie renouvelable une priorité urgente pour un avenir plus durable et plus juste.
6. Favoriser des systèmes de mobilité urbaine qui donnent la priorité au déplacement efficace et abordable de toutes les personnes tout en protégeant l'environnement urbain.
7. Fournir des services essentiels accessibles à tout le monde à proximité, avec le moins de déplacements possible.
8. Promouvoir des systèmes alimentaires durables et inclusifs gérés et améliorés par toutes les sphères du gouvernement favorisant l'accès et la qualité de l'alimentation, la sécurité et la souveraineté alimentaires, et la résilience.
9. Exploiter le potentiel de la *doughnut economy* pour passer de modèles destructeurs à des modèles réparateurs.
10. Identifier des mécanismes pour redresser la distribution historiquement inégale des bénéfices et des charges environnementales et co-crée des systèmes de résilience.

NOUS, LEADERS DES GOUVERNEMENTS LOCAUX ET RÉGIONAUX

Nous reconnaissons que les gouvernements locaux et régionaux doivent de toute urgence passer de la surconsommation des ressources naturelles à la protection de la biodiversité, des océans, de la terre, du sous-sol et de l'atmosphère. Les gouvernements locaux et régionaux joueront un rôle décisif dans la sensibilisation et la co-création de nouveaux modèles de production et de consommation.

Nous comprenons que de nouvelles approches sont nécessaires pour équilibrer les besoins du marché et de l'État, tout en reconnaissant que des citoyens informés et responsabilisés sont les vecteurs de transformation les plus efficaces. Cependant, tout cela repose sur l'identification et la protection des biens communs mondiaux. Les gouvernements locaux et régionaux ont un rôle décisif à jouer dans la formulation de nouvelles approches politiques, en accordant une attention particulière au rôle des villes intermédiaires dans un système global. Pour faire face aux crises écologiques, tous les niveaux de gouvernement doivent être en mesure de mobiliser les moyens financiers appropriés.

Nous reconnaissons que les modes actuels de production et de consommation sont à la fois destructeurs et totalement insoutenables. Face au défi de l'urgence climatique, de la dégradation de l'environnement et de l'appauvrissement de la biodiversité, le passage urgent à de nouvelles formes de production, de consommation et de vie quotidienne est essentiel pour transformer la relation entre la société, l'économie et la nature. Le renforcement des capacités sur l'application des taxonomies et des opportunités des instruments financiers verts sera essentiel pour faire face à ces crises.

Nous nous engageons à faire face aux crises du climat, de l'eau et de la biodiversité et à redynamiser l'économie par des modèles de production et de consommation durables, inclusifs et respectueux de l'environnement, et à favoriser une distribution juste et équitable des bénéfices de l'action climatique et du renforcement de la résilience et par la proximité comme un bien commun précieux pour développer un autre mode de vie quotidien avec une création de valeur écologique, économique et sociale locale, en accord avec les défis pour nos villes et territoires.

Notre vision du futur dont nous avons besoin transcende le statu quo dans la transition vers le zéro carbone et la résilience locale et favorise un changement radical dans la construction de villes et de communautés durables, équitables et résilientes doit être la priorité. Nous nous engageons à développer une vision qui conçoit ces actions pour nos villes et territoires à la fois dans une perspective d'urgence et de long terme en considérant les droits de la nature comme les nôtres. Par ailleurs, la crise climatique ne peut être résolue sans la mobilisation de capitaux privés via des fonds propres, des partenariats public-privé ou des instruments financiers mixtes. Pour éviter des normes différentes, les taxonomies devraient définir des critères clairs pour faciliter les flux de capitaux dans les produits financiers verts, une plus grande liquidité du marché et une meilleure comparabilité.

PACTE POUR L'AVENIR DES GOUVERNEMENTS

GOUVERNEMENT

GOUVERNEMENT

GOUVERNEMENT

GOUVERNEMENT

GOUVERNEMENT

Le Pacte pour le gouvernement et la démocratie appelle à redéfinir la gouvernance en partenariat. Il vise à placer l'ensemble des citoyens et des communautés au cœur du processus décisionnel. Cela implique de promouvoir une qualité de vie universelle comme mesure essentielle pour remplacer le PIB, de construire la paix et la prospérité à partir de nos villes et de nos régions, de garantir un monde de citoyens bien informés et autonomes qui sont traités de manière égale et équitable dans leur diversité au-delà des juridictions, afin de construire une nouvelle notion de citoyenneté qui est l'élément de base d'une vie avec dignité et droits pour tous. Il reconnaît que les approches axées sur la sécurité ne peuvent restreindre les droits et les libertés de nos populations, et place les gouvernements locaux et régionaux comme l'espace capable de faire le lien entre sécurité et liberté. Le Pacte appelle à une démocratie renouvelée qui répond aux besoins et aux droits des citoyens. Le Pacte appelle également à un nouvel élan vers une décentralisation et une subsidiarité dotées de ressources suffisantes, ainsi qu'à une participation civique active et informée.

À tous les niveaux, le rétablissement de la confiance entre les citoyens, les institutions et les communautés, ainsi que la protection des droits de la personne et des valeurs démocratiques sont une condition préalable essentielle pour dynamiser nos démocraties et construire un système international plus juste, plus inclusif et plus efficace. Le Pacte pour le gouvernement place la démocratie locale au cœur de l'action, en soulignant l'importance de la représentation et de la participation, de l'inclusion et de l'autonomisation dans les instances décisionnelles, le besoin urgent de restaurer la transparence, l'honnêteté et la responsabilité à tous les niveaux de gouvernement comme moyen de reconstruire un système multilatéral plus représentatif, inclusif et efficace. Pour y parvenir, nous devons assurer les ressources et le renforcement des capacités nécessaires pour garantir la participation significative des citoyens à la vie publique et à la prise de décision. La coresponsabilité et la citoyenneté active devraient être au centre de la gouvernance démocratique. Les gouvernements peuvent apporter une contribution décisive en adoptant des politiques claires et cohérentes, en assurant une administration impartiale et détachée et en garantissant l'application cohérente de l'État de droit, ainsi que la certitude de la sanction.

Open and transparent data is essential to promote accountability, as is protecting the space for independent scrutiny of government policies through public examination, debate and discussion.

Dans ce contexte, le Pacte pour l'avenir des gouvernements souscrit aux engagements suivants :

1. Promouvoir une gouvernance multi-niveaux inclusive, participative, responsable et redevable menant à une action mondiale.
2. Assurer une budgétisation transparente pour faciliter la génération de revenus équilibrés et une tarification équitable de tous les services et veiller à ce que la politique gouvernementale équilibre les besoins à long terme des citoyens et de la planète.
3. Protéger et promouvoir toutes les institutions publiques, garantir l'intégrité du système judiciaire et assurer l'égalité d'accès pour tout le monde.
4. Renforcer les institutions publiques pour améliorer la protection de nos biens communs mondiaux et la fourniture de biens publics.
5. Impliquer la communauté scientifique, la société civile et les communautés locales dans le processus d'élaboration des politiques et de prise de décision.
6. Promouvoir des sources d'information véridiques, indépendantes et responsables pour lutter contre la diffusion de fausses informations qui alimentent la polarisation et l'élargissement de la fracture culturelle, notamment dans la sphère numérique, et contrer les discours de haine, les menaces et la violence.
7. Appeler à un leadership féministe et à un partage du pouvoir à tous les niveaux du gouvernement.
8. Renforcer les finances locales et repenser l'architecture fiscale afin de garantir des flux de revenus sûrs pour améliorer la planification et les investissements au niveau local.
9. Contribuer au renforcement du multilatéralisme par un engagement significatif dans les agendas mondiaux et une représentation dans les organes de décision.
10. Faire pivoter le rôle des gouvernements locaux et régionaux en ce qui concerne l'avenir du travail, au-delà de la législation et de l'offre d'emplois, en reconnaissant la notion de temps comme une monnaie et son manque de disponibilité comme une forme d'exclusion qui doit être abordée.

**NOUS,
LEADERS DES
GOVERNEMENTS
LOCAUX ET
RÉGIONAUX**

Nous reconnaissons le manque de confiance entre les populations et les institutions appelées à les servir et à garantir leurs droits, qui a un impact négatif tant sur la gouvernance que sur les institutions traditionnelles. Qu'il existe un besoin profond de renouveler de manière créative les pratiques, les systèmes et les institutions démocratiques pour favoriser la coresponsabilité et le contrôle social des décisions publiques, afin qu'ils soient mieux équipés pour répondre aux besoins et aux aspirations des personnes. En ce moment fondamental, le renouvellement de la démocratie et de la citoyenneté dépend largement de l'application impartiale et cohérente de l'État de droit. Il faudra



créer une gouvernance multi-niveaux réformée, reflétant un ensemble différent de priorités qui répondent aux aspirations des communautés et aux besoins de la planète.

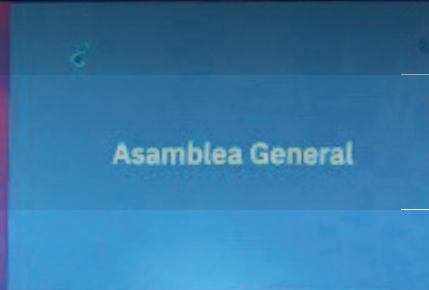
Nous comprenons que les niveaux de gouvernement locaux et régionaux ont un rôle essentiel à jouer dans l'élaboration de systèmes de gouvernance plus participatifs, responsables et transparents, en mélangeant les mécanismes participatifs en fonction des différents besoins et aspirations des communautés locales, afin de soutenir une approche démocratique systémique, basée sur le lieu et à long terme.

Nous reconnaissons que le processus de renouvellement de nos institutions démocratiques doit être délibérément co-créé avec les personnes, les mouvements sociaux, la société civile et les secteurs privés comme partenaires.

Nous nous engageons à nous efforcer de renforcer et de rééquiper les démocraties et la citoyenneté, et à contribuer à la réforme indispensable de l'architecture de la gouvernance internationale. Nous nous engageons à rendre les institutions locales et régionales plus efficaces, plus réactives et plus soucieuses de répondre aux besoins et de réaffirmer les droits de leurs populations en élaborant un nouveau contrat social fondé sur des valeurs et des droits. Nous nous engageons en outre à poursuivre un dialogue structurel ouvert, constructif et soutenu avec les gouvernements nationaux afin de garantir une prestation conjointe pour toutes les personnes et toutes les communautés.

Nous nous engageons à développer un système interurbain de villes et de métropoles de petite, moyenne et grande taille, en renforçant le continuum urbain-rural et en veillant à ce que ce système intègre la mondialisation tout en renforçant les liens avec les zones locales et territoriales respectives, afin de garantir que les prochaines générations bénéficient du fait de placer la démocratie locale au centre du développement durable. Nous nous engageons en outre à contribuer activement à la revitalisation du système multilatéral en faisant entendre une voix créative, constructive et influente dans le processus de réforme des Nations unies et en apportant une contribution substantielle aux principaux sommets et forums internationaux, notamment le Sommet sur les ODD de 2023, le Sommet du futur de 2024 et le Sommet social mondial de 2025.

Notre vision de l'avenir dont nous avons besoin comprend des démocraties centrées sur les personnes, les droits et les soins, construites sur le pouvoir des individus qui permettent une coopération et une solidarité constructives et mutuellement bénéfiques entre toutes les sphères de gouvernement. Un rôle central des gouvernements locaux et régionaux pour un système multilatéral renouvelé, en réseau et efficace. Un système multilatéraliste qui accepte le fait que les défis mondiaux ne peuvent être relevés qu'en traitant les défis locaux et qu'à leur tour, les défis locaux dépendent des défis mondiaux. Un système inclusif qui tient compte de la multitude de systèmes de villes et de gouvernance qui existent pour garantir que toutes les voix et toutes les sphères de gouvernement soient incluses dans les processus de prise de décision.



LES ASPIRATIONS DU PACTE

Tout au long de l'histoire, les villes et les régions ont toujours prospéré grâce à la créativité, l'énergie et l'ingéniosité de toutes les personnes qui façonnent nos rues, notre culture et notre société. L'histoire montre les liens importants entre le consentement permanent des gouvernés et la légitimité et la force du gouvernement.

Par ce Pacte pour l'avenir, nous affirmons que les gouvernements locaux et régionaux assument leur rôle et leur responsabilité essentiels pour promouvoir une qualité de vie plus équitable et durable pour les citoyens et les communautés, en protégeant leurs droits aux biens communs mondiaux et locaux tout en protégeant la planète pour les générations futures.

Nous soulignons en particulier l'importance centrale d'une relation transformée avec la nature et la planète, dans laquelle des citoyens et citoyennes bien informés et habilités sont soutenus par des gouvernements réactifs et responsables, et où les personnes et la nature prospèrent en équilibre, y compris en intégrant la nature dans les écosystèmes urbains et en brisant le binaire entre les milieux urbains et naturels. Ces relations prospéreront dans la mesure où elles sont fondées sur le respect et la confiance mutuels. Ce respect et cette confiance permettront aux villes de tirer parti des réalités locales, des relations et des proximités qui sont à la fois géographiques, temporelles, sociales, émotionnelles, culturelles et numériques, tout en permettant la résolution pacifique des différences, des priorités concurrentes et des conflits. Ce Pacte offre une voie pour réaliser le droit universel à la ville pour tous. Ce droit salue et s'appuie sur la diversité qui est la force même des communautés, en encourageant le dialogue ouvert, l'éducation et une culture de la bienveillance et du partage.

Guidés par ce Pacte, nous réaffirmons l'engagement de notre collectif de gouvernements locaux et régionaux envers le multilatéralisme et la centralité de la coopération et de la solidarité internationales, ainsi que notre engagement envers l'égalité, l'empathie et la solidarité. Au centre se trouve la reconnaissance que la citoyenneté contient à la fois des droits et des responsabilités, fondés sur les principes de responsabilité, d'équité, de solidarité transgénérationnelle et intergénérationnelle, de dignité, de non-discrimination générationnelle et de durabilité de la vie.

Nous nous efforcerons de devenir un mouvement municipal féministe mondial afin de jouer un rôle décisif en plaçant les soins au centre, non seulement dans notre programme, mais aussi en fournissant une inspiration et un leadership pour la mise en œuvre du Programme commun des Nations Unies. En outre, c'est sur le terrain solide de l'égalité des sexes et de la démocratie que nous construirons notre avenir.

Afin de poursuivre ces objectifs, CGLU a délibérément construit, au cours des dernières années, une plateforme inclusive et globale, galvanisant ses membres pour établir des partenariats stratégiques qui jouent un rôle central dans la conduite du Pacte pour l'avenir. Nous poursuivrons donc les objectifs de ce Pacte avec nos partenaires de la Global Task Force, à travers laquelle la voix unifiée et globale des réseaux de gouvernements locaux et régionaux est mobilisée le plus efficacement.

Nous nous efforcerons de faire en sorte que ce Pacte s'adresse directement aux agendas internationaux de développement au-delà de 2030, en apportant la contribution de notre groupe d'intérêt organisé au Sommet de l'ONU pour l'avenir.



PACTE POUR L'AVENIR[•]
DE L'HUMANITÉ

